

# la lettre anticapitaliste



N°3 - décembre 2014

Le mois de novembre a été marqué par l'assassinat par les forces de l'ordre de Rémi Fraisse, militant écologiste, sur le site de Sivens, le 22 octobre dernier. Ce que l'État et les médias ont voulu nous faire passer pour une bavure a provoqué à Rennes, Nantes, Toulouse, Paris et partout en France une explosion de colère dans la jeunesse qui ne supporte plus ce pouvoir socialiste arrogant au service du patronat, ni même les règles du jeu de cette société capitaliste. Le NPA a pris part aux initiatives proposées à Rennes comme partout en France qu'elles soient interdites ou non par les préfets. Ces interdictions sont une provocation faite à la jeunesse et au monde du travail légitimement choqué et révolté par la mort d'un manifestant en France (qui plus est sous un gouvernement qui se prétend encore socialiste).

Vous trouverez ci-dessous le texte d'un tract que nous avons diffusé au début du mois de novembre, un petit billet que nous proposons aux militantEs des organisations membres de la majorité PS/UDB/PCF/EELV/Ensemble de la ville de Rennes au cas où ils souhaiteraient manifester une prochaine fois sans se faire recadrer publiquement (Ouest France) comme ce militant EELV qui en a fait les frais. Vous trouverez enfin une tribune publiée dans Le Monde signée par des militantEs et « intellectuelLEs » dénonçant la dérive autoritaire des pouvoirs en place.



## Retour sur un assassinat

Depuis plusieurs mois maintenant, des situations d'occupations de Grands Projets Inutiles Imposés (GPII), que ce soit à Notre-Dame des Landes ou à Sivens, par les Zadistes, ont empêché la réalisation de ces projets destructeurs écologiquement, inutiles économiquement. Le gouvernement l'a bien compris et c'est pour cela qu'il a développé une ultra-violence policière à Sivens (ou à Nantes lors de la manifestation du 22/02). L'assassinat de Rémi Fraisse en est la conséquence et le gouvernement Valls en porte toute la responsabilité. **Cazeneuve doit partir !!**

Alors qu'un militant écologiste a été tué dans une manifestation, événement horrible et extrêmement rare, **le silence assourdissant des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier est inadmissible**. Rien ne peut le justifier. Elles sont pour la plus part paralysées par leur soutien à ce gouvernement PS-MEDEF au point que le droit de manifester, le déchaînement de violences policières, la mort d'un militant les laisse de marbre.

Le NPA Rennes comprend, dans un contexte d'ultra-violence policière, de la mort de Rémi Fraisse que des violences aient pu avoir lieu à Rennes, Nantes, Toulouse ou Paris ces derniers jours. Elles sont l'expression de la rage de la jeunesse face à ce gouvernement qui n'a rien à envier à un gouvernement de droite !

**NI OUBLI, NI PARDON**

**VIOLENCE SOCIALE, VIOLENCE POLICIERE,**

**ÇA SUFFIT !**

## Modèle de demande d'autorisation de manifester (À l'usage des conseillers municipaux de Rennes)

Je soussigné-e

.....  
...conseiller-e municipal-e de la majorité (Radicaux de « Gauche », PS, Front de gauche – PC, Ensemble 35, PG -, EELV), sollicite de Madame la Maire, l'autorisation de manifester dans les rues de Rennes contre la répression policière et la mort d'un jeune étudiant tué par la gendarmerie mobile. La démocratie et les libertés individuelles n'ayant pas encore été abolies, je pense qu'il est de mon devoir de citoyen de m'élever contre une dérive autoritaire du gouvernement.

Signature .....

PS : nous suggérons aux colistiers de Madame La Maire de mieux négocier leur ralliement lors des prochaines échéances électorales.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE  
SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU

**NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE**

<http://www.anticapitaliste-35.org>

**Pour prendre contact  
avec le NPA à Rennes**

[npa.rennes@anticapitaliste-35.org](mailto:npa.rennes@anticapitaliste-35.org)

## De Ferguson à Toulouse : quand le permis de tuer et la répression se banalisent

Alors qu'un jeune garçon, noir, de 12 ans vient d'être abattu par la police de Cleveland, Darren Wilson, le policier qui a tué l'adolescent Michael Brown, déclenchant la première révolte de Ferguson en août dernier, a vu il y a peu les charges portées contre lui abandonnées par le grand jury. « *J'ai fait mon travail dans les règles* », « *J'ai la conscience tranquille* » a ainsi pu déclarer Wilson.

Au sortir de ce verdict, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour condamner son caractère ouvertement raciste. La répression policière et militaire lancée contre les manifestations témoigne de l'effondrement des illusions de la « démocratie post-raciale ».

Mais la France n'est pas l'Amérique, la profondeur historique de son sens de la démocratie, dit-on, est sans égale : tout cela est certes fort regrettable, mais bien loin de nous. Et pourtant, après l'assassinat du jeune étudiant écologiste Rémi Fraisse le 25 octobre à Sivens dans le Tarn, le gouvernement français et tous ses relais n'ont cessé d'accumuler les déclarations pour se dédouaner de toute responsabilité dans sa mort.

La classe politique a bien tiqué un peu, mais sans non plus en faire un *casus belli*. Qui donc, aujourd'hui, a réagi aux déclarations larmoyantes de l'avocat de celui qui a lancé la grenade assassine, selon lesquelles dans cette affaire le gendarme « *est dans le même état d'esprit qu'un conducteur qui s'est parfaitement conformé au Code de la route, mais dont le véhicule a heurté mortellement un autre usager qui n'aurait pas respecté une interdiction. Ce qui s'est passé est un accident. Il n'est ni coupable ni responsable, mais il était présent, et c'est sa grenade qui a tué Rémi Fraisse. Il apprend à vivre avec ce drame malgré la pression émotionnelle importante.* ».

### Pauvre appareil répressif

Les rhétoriques varient, mais le fond est le même : le coupable, c'est la victime. Cette psychologisation n'est que le complément, de la tête du gouvernement à ses préfets et ses magistrats, de la dénégation du fait même des violences policières, respect de « l'ordre républicain » et de « l'Etat de droit » en renfort. Pauvre appareil répressif : va-t-on sérieusement s'arrêter à cela ?

Qu'est donc cette prétendue démocratie à la française qui absout la répression ? Et surtout, qui aujourd'hui ose se lever et défier cette banalisation de fait du permis de tuer ceux qui se révoltent, qui contestent ? Qui pour dénoncer la banalisation de l'interdiction de manifester sa colère, comme à Toulouse, où depuis le meurtre de Sivens quatre manifestations contre les violences policières ont été interdites en novembre, trois d'entre elles violemment atomisées, avec une ribambelle d'interpellations arbitraires puis de condamnations ? Certaines sont même susceptibles d'aller jusqu'à la prison ferme, des peines qui pourraient tomber à la lecture des jugements à Toulouse ce jeudi 4 décembre. Un rassemblement de soutien est d'ailleurs prévu à cette occasion devant le Palais de Justice de Toulouse.

De leur côté, les étudiants mobilisés de l'université du Mirail n'ont pas encore pris le contrôle de leur université, mais leur révolte est profonde et profondément politique. Ils ont compris que la survie exige de défier l'arbitraire sanglant, surtout s'il se pare des atours de la démocratie. Pour l'instant ils se sentent seuls. Même s'ils commencent à occuper leur université et reprennent régulièrement la rue. Faut-il attendre, comme dans le poème de Niemöller souvent attribué à Brecht, que tous se fassent prendre et que l'on néglige de se sentir concerné, et de s'étonner qu'au bout du compte on y passe aussi ?

### La lumière dans un océan de défaitisme

A-t-on besoin d'un nouveau Charonne 1962, d'un Ferguson à la française, pour rappeler que lorsqu'un pouvoir prend goût à interdire les manifestations, à justifier l'injustifiable, et à se lancer dans des procès politiques, on touche du doigt cet « Etat d'exception » où tout devient permis ? Avons-nous oublié qu'en 2005, deux jeu-

nes adolescents, innocents mais poursuivis par la police, avaient trouvé la mort électrocutés, point de départ de la grande révolte des banlieues que la gauche dans son ensemble s'était bien gardée de regarder de trop près ?

En 1964, Herbert Marcuse, symbole de l'intellectuel américain tentant de penser à la hauteur de son temps, écrivait dans *L'homme unidimensionnel* – dont le cinquantenaire est tristement négligé par chez nous – que l'un des espoirs de révolution qui résistait, à côté d'un mouvement ouvrier américain en crise, était les étudiants en révolte. Leur « Grand refus » restait la lumière dans un océan de défaitisme et de repli défensif non seulement des réformistes, mais également de l'extrême-gauche. Mai 68, en France, avait également commencé contre la répression policière, par une révolte étudiante avec laquelle s'était par la suite solidarisé le mouvement ouvrier, ouvrant ainsi la voie à la grève générale la plus importante des luttes de classes en Europe occidentale.

Bien sûr les conditions historiques ne sont pas les mêmes et une telle comparaison n'est pas d'actualité. Mais la défense des libertés démocratiques, le droit de s'exprimer et de manifester, et la condamnation des violences policières ne sont pas négociables. Il est intolérable qu'un manifestant puisse être arrêté et condamné seulement parce qu'il manifeste, mais il est encore plus intolérable que cela se produise sans soulever une indignation massive.

Nous qui signons cette tribune sommes des « intellectuels » selon la formule consacrée. Mais comme Sartre, au temps de la guerre d'Algérie, l'avait rappelé, il n'y a pas les intellectuels, et les masses, il y a des gens qui veulent des choses et se battent pour elles, et ils sont tous égaux. Aujourd'hui l'heure est grave, les droits démocratiques les plus élémentaires sont en péril, et la révolte gronde en toute légitimité. Hier, « tous des juifs allemands », aujourd'hui, « tous participant-e-s à des manifestations interdites ». Justice d'exception, prototype d'Etat d'exception, une nouvelle fois la démocratie du capital entre dans une phase haineuse et tombe le masque. Quiconque ne le regardera pas dans les yeux et ne s'insurgera pas avant qu'il ne soit trop tard, sera nécessairement, à un titre ou un autre, complice.

Les signataires de ce texte sont **Etienne Bali-bar** (philosophe, professeur émérite à l'université Paris-Ouest), **Emmanuel Barot** (philosophe, université du Mirail), **Sebastien Budgen** (éditeur), **Judith Butler** (philosophe, université de Berkeley, Californie), **Vincent Charbonnier** (philosophe, IFE-ENS Lyon), **Mladen Dolar** (philosophe, université de Ljubljana, Slovénie), **Bernard Friot** (sociologue et économiste, université Paris Ouest-Nanterre), **Isabelle Garo** (philosophe, enseignante), **Eric Hazan** (éditeur), **Stathis Kouvelakis** (philosophe, King's College, Londres), **Frédéric Lordon** (économiste, CNRS), **Michael Löwy** (philosophe, CNRS), **István Mészáros** (philosophe, université du Sussex, Angle-

terre), **Beatriz Preciado** (philosophe, Musée d'art contemporain de Barcelone), **Guillaume Sibertin-Blanc** (philosophe, université du Mirail), **Joan W. Scott** (historienne, Institute for Advanced Study, Princeton, New Jersey) et **Slavoj Žižek** (philosophe, université de Ljubljana).

# À RENNES COMME À NDDL OU À SIVENS : NON À CES GRAND PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS !

Place à défendre !

Créé autour d'une pétition refusant le projet de palais des congrès à Rennes et exigeant l'ouverture d'un débat sur la destination du couvent des Jacobins, le collectif rennais étend son combat au vaste projet de « requalification urbaine » du centre-ville. En effet l'annonce récente de la construction d'un grand hôtel de luxe et de commerces hauts de gamme au bas de la place des Lices, montre clairement **la volonté conjugée du pouvoir municipal et des spéculateurs de transformer le quartier Sainte-Anne en rendez-vous chic et cher**. Tout cela est planifié. Il s'agit de nettoyer le quartier Sainte Anne de ses classes populaires et de sa jeunesse festive. Il s'agit de les en expulser et de livrer le quartier aux promoteurs.

Les projets aberrants et inutiles qui accablent la place Sainte Anne s'inscrivent en effet clairement dans un mouvement d'ensemble qui, de la future gare LGV au complexe hôtelier du bas des Lices réunissant hôtel 4 étoiles et boutiques de luxe, dessine un parcours urbain aménagé pour les hommes d'affaires et pour les « cadres sups » du futur « Centre des Congrès d'Affaires ».

Les signes avant-coureurs de l'embourgeoisement programmé du quartier Sainte-Anne se multiplient. Citons pour mémoire : la complète rénovation de la place, aussi inutile que coûteuse, imposée encore une fois aux Rennais sans la moindre consultation ; une opération immobilière sur la place Saint-Michel confiée au groupe Giboire ; l'arrivée des franchises commerciales ; l'éloignement imposé des locaux des associations d'insertion

et des syndicats ; la fin des concerts salle de la Cité ; la chasse aux marginaux via le racket de leurs chiens ; l'ouverture d'un commissariat rue de Penhoët ; l'omniprésence des caméras de surveillance et des contrôles policiers.

Tous ces grands travaux inutiles siphonnent toujours plus l'argent public : par exemple le gigantesque budget alloué à la transformation du couvent des Jacobins en « Centre de Congrès d'Affaires », confié à la multinationale Vinci était estimé à 40-50 millions d'euros en 2005, pour atteindre 106,4 millions d'euros aujourd'hui ! Le « relooking » de la seule place coûtera encore 6,7 millions supplémentaire, alors qu'une bonne partie de place est encore en très bon état ! Le collectif **Place à défendre !** invite les rennais à se mobiliser pour que soit abandonné ce funeste projet de « Centre des Congrès d'affaires », pour que l'argent public finance des projets d'équipements socialement utiles et pour défendre à quartier populaire de Saint-Anne contre les spéculateurs.

Le collectif assure une permanence place Saint-Anne tous les samedi matin 11h, pour faire signer la pétition et permettre à tous les opposants à ce projet de se rejoindre.

contact: [placepop35@gmail.com](mailto:placepop35@gmail.com)

[https://www.change.org/p/emmanuel-couet-abandonnez-le-projet-de-centre-des-congr%C3%AAs-d-affaires-et-mettez-en-place-un-referendum-local-pour-que-la-population-puisse-d%C3%A9cider-elle-m%C3%Aame-de-ce-que-doit-devenir-le-couvent-des-jacobins?utm\\_medium=email&utm\\_source=notification&utm\\_campaign=new\\_petition\\_recruit#share](https://www.change.org/p/emmanuel-couet-abandonnez-le-projet-de-centre-des-congr%C3%AAs-d-affaires-et-mettez-en-place-un-referendum-local-pour-que-la-population-puisse-d%C3%A9cider-elle-m%C3%Aame-de-ce-que-doit-devenir-le-couvent-des-jacobins?utm_medium=email&utm_source=notification&utm_campaign=new_petition_recruit#share)

## NON AUX ATTAQUES DU PATRONAT À PSA LA JANAIS

La direction de PSA La Janais à Rennes a annoncé ce mardi 25/11 394 départs dont 268 congés seniors, en contre partie ce sont 20 contrats d'alternance qui seront créés.

De qui se moque-t-on? Alors que les ventes sont à la hausse, que les résultats du 1er trimestre sont positifs de 477 millions d'euros, c'est encore une fois la même politique qui est appliquée: licencier toujours plus de travailleurs pour augmenter les profits.

Alors que l'accord de compétitivité prévoyait le maintien de l'emploi en échange du gel des salaires et de la mobilité entre les usines du groupe, la direction de PSA reprend ses attaques avec ce nouveau plan de suppression d'emplois.

Contre la création d'emplois précaires pour les jeunes et la porte pour celles et ceux qui ont encore un CDI il n'y a qu'une seule solution: se mobiliser pour prendre sur les profits du groupes et sauvegarder les emplois à PSA!



# La mobilisation contre le Tafta prend de l'ampleur



Le 18 novembre, plus de 350 personnes ont assisté à la réunion publique organisée par le collectif Stop Tafta de Rennes à la salle de la Cité de Rennes.

Après une brève présentation du collectif faite par le représentant d'Attac-Rennes, Renault Lambert, journaliste au *Monde Diplomatique*, a introduit cette 'soirée débat' suivi de Thérèse Fumery, agricultrice et militante de la Confédération Paysanne, René Louail (Conseiller régional Bretagne Europe Écologie les Verts), puis Martine Billard (secrétaire nationale du Parti de Gauche).

Les intervenant-e-s ont expliqué les dangers de ce traité et notamment :

- des négociations sont menées sans aucune transparence ni contrôle démocratique,
- des accords qui libéraliseront des pans entiers des échanges commerciaux, notamment dans les filières agricoles sensibles ou les marchés publics,
- ils prévoient l'instauration d'une justice privée au service des multinationales, via le mécanisme de règlement des différends investisseurs-États (RDIE / ISDS),
- ils prévoient un chapitre consacré à la «coopération réglementaire» qui organise le contournement des circuits démocratiques indispensables à la protection de l'intérêt général,
- ils vont à contre-courant de la transition écologique en privilégiant les formes d'énergie les plus sales, et en liant les mains des gouvernements futurs.

Il faut savoir que c'est l'UE qui demande cet accord de libre-échange avec les EUA ...

Le NPA, membre du collectif, est intervenu en notant qu'aucun des intervenants n'avait même cité le gros mot de capitalisme. Car c'est bien là tout l'enjeu de cet accord qui vient à la suite de nombreux autres et qui vise à renforcer la concurrence entre les peuples, à supprimer toute forme de garantie de qualité ou de respect de la santé publique pour le plus grand profit des grands groupes capitalistes internationaux. Seule une démarche anticapitaliste pourra faire reculer ces tentatives de grand marché transatlantique.

## Palestine : dans quel État ?

L'Assemblée nationale s'est donc prononcée, par 339 voix contre 151 (et 16 abstentions), pour la reconnaissance de l'État de Palestine. **Ne boudons pas notre plaisir** : comme lors de l'admission de la Palestine à l'ONU, comme « État non-membre », en novembre 2012, les mines déconfites des partisans de l'État d'Israël, qui constatent que ce dernier n'est pas intouchable, sont pour le moins réjouissantes.

**Mais ne nous y trompons pas.** Le vote des parlementaires est doublement symbolique, et n'aura aucune conséquence concrète pour les Palestiniens. Tout d'abord, les assemblées françaises n'ont pas de rôle décisionnel en matière de diplomatie, et se contentent d'« inviter » l'exécutif à reconnaître l'État de Palestine. De plus, le texte de la résolution ne prévoit aucun mécanisme contraignant à l'égard d'Israël, quand bien même celui-ci occuperait désormais un « État » formellement reconnu.

Laurent Fabius a d'ailleurs expliqué qu'avant toute reconnaissance formelle, la France défendrait une « relance des négociations » pour aboutir, d'ici « deux ans », à une solution définitive. Mais de qui se moque-t-on ? En 1994, les accords d'Oslo promettaient une solution « dans cinq ans ». En 2003, George W. Bush envisageait une solution « en 2005 ». En 2007, il prévoyait l'établissement d'un État palestinien « dans un an ». En 2010, Obama en appelait à la création dudit État « en 2011 ». Etc.

**Durant combien d'années la mascarade diplomatique va-t-elle se poursuivre ?** Combien de temps l'État d'Israël va-t-il pouvoir expulser, enfermer et bombarder les Palestiniens sans s'attirer davantage de réprobation que des prises de position symboliques et des invitations à « négocier » ? Combien de lois discriminatoires et racistes vont encore être adoptées au parlement de la « seule démocratie du Moyen-Orient », sans que nos courageux gouvernants ne lèvent le sourcil ?

Le temps des mesures symboliques et de la défense de pseudo-négociations bilatérales entre l'occupant et l'occupé est largement révolu. L'urgence de l'heure n'est pas à la reconnaissance d'un État qui n'existe pas, mais bel et bien au

boycott total d'Israël et aux sanctions contre un État qui jouit d'une lamentable impunité internationale. Seuls l'isolement et la mise au ban de l'État d'Israël, par le développement de la campagne BDS, pourront permettre d'envisager un avenir moins sombre pour les Palestiniens.

### LES INDÉGHIVRABLES PAR GORCE

Bonjour, je viens récupérer mon canapé, mon salon, etc, etc ...

Votre salon? vous êtes dans ma maison, qui me vient de mon père!



J'ai un acte de propriété beaucoup plus ancien ...

Signé de Dieu lui-même!

